Lettre d'information N° 259 - 28 mai 2025

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Editorial
Nous, catholiques...
- Frère Etienne, moine
PAGE 1

Politique
Analyse d'une époque troublée :
L'interrègne selon Eric Werner
- Alexandra Klucznik-Schaller
PAGE 2 et 3

Bruxelles
Ursula Von der Leyen face à l'enfer normatif qu'elle a contribué à créer
- Eric Bertinat
PAGE 4

Armée suisse
Un regard lucide sur la défense suisse
- Jean-Pierre Saw
PAGE 4

Islam politique
Ce que la Suisse et la France refusent d'affronter
- Eric Bertinat
PAGE 5

Cartographie des médias catholiques en ligne
PAGE 6

Avortement
Guérie du traumatisme d'un viol
- Denise Horta
PAGE 6

Nous, catholiques...

Frère Étienne, moine

NOUS, catholiques, nous sommes incorrigibles. Car malgré le temps, les vicissitudes et les drames de l'histoire, nous croyons sans cesse et toujours, que chaque matin avec la naissance de l'aurore, un nouveau ciel et une nouvelle terre peuvent surgir dans l'univers. Nous croyons au Christ ressuscité, et dans cette espérance, nous désirons voir se lever chaque matin une grande lumière sur le monde. Que soudain cesseront les guerres et la cruauté entre les hommes, que les politiques et les militaires retrouveront un peu de sagesse et de vérité.

Et lorsqu'il arrive, comme ce 8 mai, qu'un nouveau conclave nous offre un nouveau Pape, nous espérons que tout renaîtra dans l'Église et dans le monde, comme «lorsque le premier soleil se levait sur le premier matin du monde». (**Péguy**)

Nous, catholiques, nous sommes vraiment incorrigibles. Nous espérons que soudain **Léon XIV** annoncera l'Évangile à tous les peuples, et que tous les peuples, sidérés par sa parole, se convertiront au Christ, Seigneur Dieu de l'univers. Que se convertiront les musulmans et tous les imams, sidérés et enchantés par sa parole. Que se convertiront l'Inde et le Pakistan, et que ces nations, à la parole du Pape, retrouveront soudain la paix et la justice entre elles. Que se convertiront les multitudes de l'Asie et de la Chine, soudain saisies par la profondeur de la sagesse et de la grâce du Pape et de l'Évangile qu'il annonce et proclame dans le monde.

Nous, catholiques, nous sommes vraiment incorrigibles et vous pouvez bien sûr vous moquer de nous. Mais rien n'y fait. Et malgré la dépravation des hommes et leurs fornications de jour et de nuit, nous espérons qu'ils retrouveront la candeur de leur cœur d'enfant et une nouvelle virginité.

Nous espérons contre toute espérance. Et lorsque nous assistons, comme ce 8 mai, à l'élection d'un Pape et que nous le découvrons place Saint-Pierre, entouré de milliers de fidèles, nous nous disons que l'heure est venue d'une nouvelle recréation du monde.

Pardonnez-nous, vous les sages et les prudents de ce monde ! Pardonnez aux catholiques leur cœur d'enfant, leur pureté et leur candeur ! Ils espèrent toujours voir le ciel sur la terre et entrevoir des Anges aux frontières des mondes apaisant les querelles et la haine qui déchirent le cœur des hommes. Ils espèrent voir l'union entre les familles, entre les peuples et entre les nations, et entendre de nouveau le chant des Béatitudes, comme au temps de Notre-Seigneur sur les montagnes de Galilée.

Tels nous sommes, nous les catholiques, en ce monde, sans cesse tournés vers les réalités divines et supérieures, contemplant les hiérarchies célestes et souveraines, et espérant dans la miséricorde de Dieu. —

Analyse d'une époque troublée :

L'interrègne selon **Eric Werner**

***Perspective Catholique** a le plaisir de proposer un entretien avec **Eric Werner**, philosophe, politologue, et témoin quelque peu désabusé de notre époque.*
*Né en 1940, Eric Werner fit ses études à Sciences Po Paris et enseigna la philosophie à l'Université de Genève. En 1972, paraissait son premier essai sur la violence et le totalitarisme (1) dans la collection «Liberté de l'Esprit», fondée et dirigée par Raymond Aron. Plus de cinquante ans et des milliers de pages écrites plus tard (2), Eric Werner continue à tenir une chronique hebdomadaire dans la revue **Antipresse** (3) de **Slobodan Despot**.*
Il serait présomptueux d'essayer ici de résumer sa pensée, mais il est possible de proposer un fil directeur ; Eric Werner considère notre époque comme un interrègne, une époque de transition. Le monde que nous avons connu – basé sur un ordre westphalien d'États souverains exerçant des fonctions régaliennes – est en voie de disparition, et le monde qui lui succède ne lui ressemble en rien. Il se présente comme une férule mercantile, mais ce sera peut-être autre chose... L'entretien, ou comment naviguer par gros temps, aborde l'évolution générale du monde et de la Suisse en particulier. On décille.

Alexandra Klucznik-Schaller : Il semble que nous soyons dans un état permanent de crise, voire que nous vivions de crise en crise : crise économique, crise sanitaire, crise écologique, institutionnelle, politique, guerre... Partagez-vous ce constat et si oui, comment expliquez-vous ce va-et-vient continu ?
Eric Werner : Il y a deux approches possibles. On peut d'abord concevoir la crise comme ce qui, à notre époque, a pris la place de la guerre, en particulier parce qu'il ne serait plus aujourd'hui possible de faire la guerre : l'arme nucléaire s'y opposant. L'arme nucléaire supprime la guerre. Et donc à la place on a des crises. Il est normal qu'il y ait des crises puisqu'il n'y a plus de guerres. C'est un discours qu'on entendait il n'y a pas si longtemps encore. Sauf, comme on le constate aujourd'hui, que l'arme nucléaire n'a pas supprimé la guerre. La crise a donc un autre rapport à la guerre. Elle n'est pas ce qui a pris la place de la guerre, mais plutôt ce qui la précède, vient avant : juste avant. Ce que résume bien l'idée, aujourd'hui omniprésente, d'insécurité. En ce sens, la crise n'est ni la paix, ni la guerre, c'est un entre-deux : un état de «ni paix, ni guerre». Mais évolutif. Pour autant cela ne signifie pas que la crise se transformera nécessairement un jour en guerre. Il y a des crises qui se résorbent. Mais c'est un risque. Risque d'autant plus grand que la crise est assez souvent instrumentalisée. Elle l'est en particulier par les pouvoirs en place, auxquels elle sert volontiers de prétexte pour limiter les droits individuels - parfois même, purement et simplement, les supprimer. C'est ce qu'on appelle la «stratégie du choc» (**Naomi Klein**), stratégie, comme son nom l'indique, visant à tétaniser les individus, de façon à leur faire avaler toutes sortes de choses qu'il serait difficile autrement de leur faire avaler. Mais là ils avalent tout, parfois même en redemandent. Les autorités ne sont donc pas nécessairement contre les crises. Elles veillent juste à ce qu'elles restent sous contrôle - exercice, il est vrai, difficile. A tout instant, en effet, les choses peuvent dégénérer et la crise se transformer alors en guerre. Les autorités jouent donc avec le feu. Il faut aussi considérer le problème sous cet angle. Les crises existent par elles-mêmes, mais elles sont aussi un instrument de pouvoir.

AKS : Peut-on faire un parallèle entre la fin de l'Empire romain en proie à des attaques périphériques et à des divisions internes, et l'état actuel de notre monde occidental comprenant au sens au sens large l'Europe, l'Amérique, et l'Océanie ? L'Empire romain se transforma en devenant chrétien ; c'était une transformation ontologique. L'Occident se situe-t-il à une telle croisée des chemins ?

EW : Peut-on faire un tel parallèle ? Oui bien sûr, et même il s'impose. Il faut lire les historiens, en particulier l'ouvrage classique de **Peter Brown**, A travers un trou d'aiguille (*Les Belles-Lettres*, 2016). Au chapitre 24, **La crise de l'Occident au Ve siècle**, l'auteur montre comment, en une génération, l'Empire romain occidental se vit réduit «à l'état de simple coquille». C'est ce qui risque aussi de nous arriver. «Beaucoup de choses peuvent se produire en cent ans», dit encore Peter Brown, qui met par ailleurs l'expression «invasions barbares» entre guillemets. Les «invasions barbares» ont certes joué un rôle dans la chute de l'Empire romain, mais on est en présence d'un phénomène complexe. A maints égards, la chute de l'Empire romain fut le produit d'un effondrement intérieur. Elle comporte également des éléments de guerre civile, en même temps que d'autres liés à ce qu'on appellerait aujourd'hui la criminalité de masse : «Beaucoup de *barbares* n'étaient que des pilleurs indépendants et des bandits de grand chemin». Tout cela est très actuel.

Mais il y a aussi des différences. La civilisation antique a survécu aux invasions barbares grâce aux monastères qui en ont recueilli l'héritage, lui permettant ainsi, à cette civilisation, de renaître ultérieurement de ses cendres et de connaître une nouvelle vie. Il n'est pas sûr qu'un tel miracle se répète une deuxième fois. Aujourd'hui déjà, on le sait, la transmission de l'héritage civilisationnel européen a de la peine à se faire. Tout est même mis en œuvre pour qu'elle ne se fasse pas. C'est ce qu'on appelle le wokisme. Le wokisme est une singularité contemporaine. La transmission continue à se faire en certaines enclaves ou poches de résistance ; beaucoup plus, d'ailleurs, aux Etats-Unis qu'en Europe. Mais à la marge, et, en Europe tout au moins, sous l'œil suspicieux des autorités. On imagine mal par ailleurs les nouveaux envahisseurs prendre le relais. L'immense amour qu'ils portent à la civilisation européenne ne saute pas particulièrement aux yeux. Si la civilisation européenne doit survivre aux bouleversements actuels, elle le devra peut-être à des acteurs extérieurs : Chine, Japon, sans doute aussi la Russie, mais la Russie n'est pas extérieure à l'Europe. Elle reste là-bas très admirée.

AKS : Le Conseil fédéral propose de soumettre à un référendum facultatif un nouveau paquet d'accords Suisse-UE ; la teneur de ces accords reste pour l'essentiel inconnue du public. Pensez-vous que la Suisse a le choix de ne pas s'amarrer à l'Union Européenne ?

EW : Elle n'a le choix de rien du tout, et ne l'a d'ailleurs jamais eu. De facto la Suisse fait aujourd'hui partie de l'UE, tout comme, de facto encore, elle fait partie de l'OTAN. En ce qui concerne l'OTAN, le point de rupture a sans doute été l'adhésion de la Suisse au Partenariat pour la Paix (PPP) de l'OTAN à la fin des années 1990, soit bien avant l'actuelle guerre en Ukraine. On fait semblant aujourd'hui de se demander si la Suisse ne devrait pas se rapprocher de l'OTAN pour faire face à la «menace russe». En réalité cette question a été tranchée depuis longtemps. De quelle manière, c'est très bien expliqué dans le livre de **Judith Barben** intitulé **Les Spin Doctors du palais fédéral** (Xenia, 2010), livre ayant pour sous-titre : «Comment la manipulation et la propagande compromettent la démocratie directe». Le sous-titre dit tout. Sauf, me semble-t-il, qu'on est aujourd'hui passé à autre chose. Quand les autorités demandent aux gens de voter à l'aveuglette sur des textes dont elles-mêmes ne connaissent pas la teneur, parce qu'elle est modulable dans le temps, elles ne sont pas dans la propagande ou la manipulation. La manipulation et la propagande relèvent du mensonge. Or, en l'espèce, les autorités ne mentent pas. Elles disent la vérité. Le message est transparent : «Votez comme bon vous semble, de toutes les manières cela n'a aucune importance. C'est nous, en réalité d'autres au-dessus de nous, qui décidons». C'est complètement vrai comme affirmation. Plusieurs décisions populaires prises à la suite de référendums ou d'initiatives constitutionnelles n'ont en effet jamais été appliquées. L'exemple souvent cité est celui de l'initiative populaire sur l'immigration de masse en 2014, mais ce n'est pas le seul. Adossées, comme elles le sont, à l'OTAN et à l'UE, les autorités se sentent aujourd'hui assez fortes pour ne plus avoir à mentir. Dans le cas présent, elles sont même dans la provocation. Toutes choses égales d'ailleurs, on pense à l'expérience de Milgram qui teste la capacité d'obéissance des gens : jusqu'où sont-ils prêts à obéir à des ordres absurdes ou criminels ? En fait, il n'y a pas de limites. Seule une toute petite minorité désobéit aux ordres.

AKS : En 2021, l'identité numérique a été refusé par référendum, notamment parce que les données personnelles auraient été gérées par le secteur privé ; ces jours-ci, un nouveau référendum a été lancé contre une e-ID bis gérée par le secteur public. Les nouvelles technologies sont à la fois source de danger et d'opportunités : quatrième révolution, intelligence artificielle, monnaie numérique ; autant de nouvelles réalités dominées par les GAFAM. N'y-a-t-il pas un danger à ce qu'une technocratie allogène remplace l'administration publique ?

EW : Rien ne distingue plus à notre époque le public du privé, encore moins l'intérieur de l'extérieur. C'est une conséquence, entre autres, de la numérisation. Concrètement, les services spéciaux interceptent aujourd'hui l'intégralité de nos communications aussi bien cryptées que non cryptées. Et donc tout le monde, aujourd'hui, est fiché et tracé. On a de bonnes raisons de penser que c'est le cas aussi en Suisse. On connaît même l'endroit où de telles données sont stockées. Il y a deux ans, des journalistes indépendants avaient sorti une enquête sur le sujet : vite étouffée, comme il se doit. Notons au passage que les services spéciaux suisses travaillent la main dans la main avec les Américains. En 2001 déjà, un spécialiste avait qualifié la Suisse de «partenaire minoritaire» de la NSA. On peut en inférer que tout ce que savent les Suisses finit entre les mains des Américains. La vraie question n'est donc pas celle de l'identité numérique, mais bien de l'Etat total dans ses liens avec le tout-numérique. Il y a, paraît-il, des gens qui n'ont ni téléphone, ni Internet. C'est le cauchemar des autorités. —

Ursula Von der Leyen face à l'enfer normatif qu'elle **a contribué à créer**

Eric Bertinat - Depuis 2019, Bruxelles a produit 13'000 nouvelles réglementations, étouffant les entreprises européennes sous une bureaucratie excessive. Ces normes, dictées par des idéaux écologistes, nuisent gravement à la compétitivité face à des puissances comme la Chine ou les États-Unis. Le «devoir de vigilance», impossible à appliquer, en est un exemple absurde. Ainsi que le cite Le Figaro (22 mai 2025): «Cet enfer normatif, élaboré au nom de grands principes chers à Oxfam et aux Amis de la Terre, constitue un handicap insurmontable dans la compétition économique mondiale, face à des concurrents qui ne subissent pas le dixième de nos contraintes. (...) Bonne nouvelle : emboîtant le pas au nouveau chancelier Merz, Emmanuel Macron en demande désormais la suppression définitive. **Sans doute eût-il été plus simple de ne pas le promouvoir dans un premier temps...**»

D'autres mesures tout aussi contraignantes freinent l'industrie, l'agriculture et la défense. Mario Draghi a alerté sur cette perte de compétitivité dans un rapport alarmant. Ursula von der Leyen est appelée à réagir, mais agit avec une extrême lenteur qui agace de plus en plus le patronat européen. Ses réformes avancent à la vitesse d'un escargot, bien loin du sursaut nécessaire. Cette inertie menace la place de l'Europe sur la scène mondiale.

Si sa Commission agit aujourd'hui avec la lenteur d'un escargot, c'est parce qu'elle se heurte à une machine institutionnelle rigide, où chaque avancée nécessite des compromis laborieux. Ursula von der Leyen en est pleinement consciente. C'est pourquoi figure, parmi ses réformes, la question du budget. Une refonte du cadre financier pluriannuel (CFP), a été annoncée à la mi-mai par Ursula Von der Leyen, qu'elle espère pour donner plus de réactivité et d'impact dans l'action européenne qui en a bien besoin.

La présidente de la commission européenne souhaite que cette réforme permette à l'Union d'agir vite en cas de crise, de manière ciblée et avec des moyens à la hauteur des défis. Cela suppose de rompre avec l'inertie budgétaire actuelle, où l'essentiel des fonds est affecté d'avance, sans marge de manœuvre. Elle assume donc d'aller à contre-courant des habitudes acquises, quitte à heurter les réflexes nationaux ou sectoriels.

L'objectif n'est pas seulement d'adapter le budget : c'est de faire de l'Europe un acteur capable de rivaliser avec les grandes puissances mondiales, en se dotant des moyens de ses ambitions. À défaut d'endettement commun, ce sera par des contributions mieux fléchées, des dépenses plus conditionnées, et une gouvernance budgétaire repensée. La lenteur initiale de son mandat contraste désormais avec l'urgence de ses propositions. Le véritable test de volonté politique commence. —

Un regard lucide sur la défense suisse

Jean-Pierre Saw - Ce mardi 20 mai, le conseiller national **Pierre-Alain Fridez** venait présenter à la *Nouvelle société helvétique* (NSH) ses travaux sur la **défense suisse**. Paradoxalement, cet élu socialiste s'est imposé ces dernières années comme l'un des seuls parlementaires à s'investir de manière approfondie et continue dans le sujet, publiant trois ouvrages à la fois denses, accessibles et rigoureusement documentés (1). Bien qu'issu d'un parti qui prône l'abolition de l'armée, Pierre-Alain Fridez se démarque par une réelle capacité à interroger les postulats dominants de la politique de sécurité suisse.

Dans ces colonnes, nous avons déjà recensé son dernier ouvrage, **Pourquoi les chars russes n'envahiront pas la Suisse**, dans lequel il remet en question la narration alarmiste d'une menace directe venant de Russie. Son ouvrage précédent est consacré à l'achat controversé des avions F-35, sujet revenu au premier plan suite aux bouleversements géopolitiques récents. Si certains s'accommodent de ce contrat passé dans un cadre transatlantique apaisé, les critiques deviennent plus vives à mesure que les tensions s'exacerbent au sein même de l'OTAN. L'auteur parle, lui, d'«erreur grossière», voire de «scandale d'État». Nous y reviendrons.

L'élu jurassien dresse par ailleurs un diagnostic sévère de l'armée suisse : scandales, incohérences doctrinales, absence de boussole stratégique. Selon lui, l'évocation de menaces lointaines détourne l'attention de risques systémiques bien plus concrets contre lesquels il recommande une augmentation des effectifs de police et des garde-frontières. Implicitement, il reconnait donc des problèmes inhérents à nos sociétés occidentales, comme la criminalité transfrontalière, la fracture sociale, et le communautarisme, du moins chez certains de nos voisins.

Ces mesures de bon sens n'excluent cependant pas de conserver au sein de notre armée les capacités à réagir contre un large panel de menaces. Un débat public à ce sujet permettrait peut-être d'éviter de nouveaux gaspillages. La réflexion doit porter sur les éléments nouveaux de la guerre hybride, mais également sur la pertinence des armements traditionnels, comme les chars et les avions, par exemple. Moins optimistes que le conseiller national, nous ne considérons pas que « les démocraties » qui nous entourent soient de par leur système politique une garantie contre la guerre, surtout si la crise économique s'aggrave et que la cohésion sociale éclate. L'actualité démontre que le pacifisme des populations peut en effet coexister avec un bellicisme institutionnel.

Un dernier point mérite une attention particulière : celui de **l'approvisionnement en armement et en munitions**. À mesure que l'ordre mondial se recompose, ce sont désormais des pays situés entre la Turquie et la Chine qui parviennent à produire du matériel militaire de qualité aux coûts les plus compétitifs. Peut-on durablement ignorer cette évolution ? Le véritable obstacle réside sans doute dans un verrouillage culturel : une partie des élites décisionnelles suisses demeure intellectuellement et affectivement liée aux industries qu'elles considèrent «alliées». Pourtant, la remise en question récente du choix du F-35 montre qu'un débat plus large peut être lancé avec pour objectif de réduire notre dépendance stratégique à certains acteurs. —

(1) **Pourquoi les chars russes n'envahiront pas la Suisse**, Éditions Favre, 2023 ; Le choix du F-35 – Erreur grossière ou scandale d'État ?, Éditions Favre, 2022 ; **Sécurité et défense de la Suisse – Casser les tabous, oser les solutions**, Éditions Favre, 2020.

En VRAC

• **Des chrétiens suisses aident les prostituées à changer de vie.** Pour la première fois, le canton de Berne finance un programme de sortie de la prostitution, porté par l'**Armée du Salut.** Le projet *Rahab*, né en 2018, accompagne les personnes qui souhaitent quitter ce milieu difficile. Soutenu par 164'000 francs cette année, il s'inscrit dans une tendance initiée par des milieux chrétiens en Suisse, qui militent pour des aides publiques à la réinsertion. Quitter la prostitution reste un défi : précarité, isolement et difficultés d'accès au marché du travail rendent les parcours longs et incertains. Malgré tout, deux tiers des 67 personnes suivies par *Rahab* ne se prostituent plus aujourd'hui. (MC - source Watson)

• **La Chambre des représentants des États-Unis** a adopté le 22 mai, de justesse, un projet de loi supprimant le financement public de **Planned Parenthood**. Le président de la Chambre, Mike Johnson, souhaite que le texte soit transmis à Donald Trump avant le 4 juillet. Le Sénat l'examinera selon une procédure spéciale qui ne nécessite qu'une majorité simple. Planned Parenthood, principal fournisseur d'avortements aux États-Unis, a reçu 800 millions de dollars de fonds publics l'an dernier. Depuis l'élection de Trump, les militants pro-vie poussent le Congrès à couper ces financements. D'après son rapport 2022-2023, Planned Parenthood réalise environ 402'000 avortements par an, soit environ 1'076 par jour. Cela représente environ un toutes les 80 secondes. L'organisation serait responsable de 40 % des avortements aux États-Unis. Parallèlement, ses services de santé comme les tests de dépistage des IST, les examens de cancer et les tests Pap ont diminué, alors que les avortements et le financement public ont augmenté. (EB - source liveaction.org)

• **La Cour constitutionnelle italienne**, a confirmé que le **suicide assisté** n'est autorisé que si la personne est maintenue en vie par un traitement de soutien vital (TSV), comme précisé dans ses arrêts de 2019 et 2024. Cette exigence a été contestée par un juge d'instruction à Milan dans l'affaire de Marco Cappato, militant ayant aidé deux malades à mourir en Suisse. Le juge estimait que l'obligation du TSV violait le principe d'égalité, car elle excluait certains patients également en grande souffrance. La Cour a rejeté cette argumentation, jugeant que l'exigence de TSV repose sur la loi et vise à limiter les abus. Elle affirme que le droit de mourir est lié à la dépendance effective à un traitement vital. Toutefois, la Cour reconnaît implicitement que ce critère est arbitraire, mais insiste que seul le Parlement peut le modifier. Elle invite donc à nouveau le législateur à intervenir. Le débat oppose la protection de la vie à la liberté individuelle, cette dernière étant désormais le principe central. Le droit de mourir, une fois reconnu, tendra à s'étendre à toujours plus de situations. (EB - source : La nuova bussola)

• **Un tribunal fédéral de New York** a suspendu l'application d'une loi de l'État contre une photographe chrétienne, **Emilee Carpenter**, qui refusait de couvrir des mariages homosexuels et polyamoureux en raison de ses convictions religieuses. Le juge **Frank Geraci** a estimé que ses services sont une forme d'expression artistique protégée par le Premier Amendement. La loi, qui interdit la discrimination selon l'orientation sexuelle dans les services publics, ne peut donc pas l'obliger à exprimer des idées contraires à sa foi. Emilee Carpenter risquait jusqu'à un an de prison et 100'000$ d'amende. Le juge a annulé une décision antérieure, en s'appuyant sur un arrêt de la Cour suprême protégeant la liberté d'expression contre les contraintes étatiques. L'**Alliance Defending Freedom**, qui représente Emilee Carpenter, salue cette victoire. La décision ne règle pas définitivement l'affaire mais protège la photographe en attendant l'issue du procès. La procureure générale de New York n'a pas encore réagi. Le débat oppose liberté religieuse et lois anti-discrimination. (EB - source : Catholic New Agency)

• **Le gouverneur démocrate du Colorado**, **Jared Polis**, a discrètement signé une loi protégeant les personnes transgenres, sans déclaration publique. Une version initiale controversée du texte punissait les parents qui utilisaient le «mauvais genre» pour leurs enfants, ce qui aurait pu leur faire perdre la garde. Face à une forte opposition citoyenne, cette disposition a été retirée. La loi adoptée interdit toutefois aux tribunaux du Colorado de coopérer avec d'autres États pour empêcher des traitements ou opérations transgenres sur des mineurs. Elle impose aussi aux écoles d'adapter les uniformes aux identités de genre déclarées. Par ailleurs, elle permet de changer trois fois le genre sur un permis de conduire. Des élus et parents dénoncent une atteinte aux droits parentaux. (EB - Catholics for Catholics)

Islam politique : ce que la Suisse et la France refusent d'affronter

Eric Bertinat - Bizarre, vous avez dit bizarre... comme c'est bizarre ! Voici donc ce «rapport choc», dressant «le tableau édifiant d'un pays miné de l'intérieur», un document «explosif», selon Le Figaro. Le ton est dramatique, la rhétorique bien huilée. Il s'agit d'une étude des services de renseignement français sur l'influence des Frères musulmans, remise à Bruno Retailleau, nouvelle figure providentielle d'une droite française en quête de posture ferme.

Il n'aura donc suffi que de deux auteurs – un préfet et un ambassadeur – pour que le pouvoir, toutes couleurs confondues, découvre soudain l'entrisme islamiste. Étonnement feint ou naïveté sincère, on s'interroge. Pourquoi ce rapport, prêt depuis des mois, n'a-t-il pas été rendu public plus tôt ? Et surtout, pourquoi parler de révélations, alors qu'il ne contient rien que l'on ne sache déjà ?

La présence des Frères musulmans est préoccupante, certes. Mais à en croire l'emballement médiatique, la République serait au bord de l'effondrement. Plus que cette présence, c'est sans doute l'impuissance politique à y répondre qui inquiète – ou qui dérange.

En Suisse, point besoin d'un préfet ni d'un diplomate pour constater l'influence fériste. Depuis des années, Mireille Vallette documente, dénonce et alerte : les Frères musulmans constituent un vecteur central de l'islam politique dans notre pays, notamment dans certaines mosquées et associations. Leur stratégie : agir sur le long terme, influencer les esprits, façonner les normes. Mais chez nous aussi, on regarde ailleurs.

À Berne, comme à Paris, on oppose des formules convenues à une réalité persistante: «surveillance continue», «dialogue interreligieux», «intégration». Le refrain est connu. L'illusion, elle, persiste. On répète que tout est sous contrôle, que l'État veille. En vérité, il temporise.

Car ce n'est pas tant l'islam politique qui surprend : il avance à découvert. C'est la légèreté de nos institutions à en mesurer les effets, à s'y confronter sans faux-semblants. En Suisse comme en France, la principale menace n'est pas l'ombre du frérisme, mais l'aveuglement volontaire face à ce qu'il incarne. —

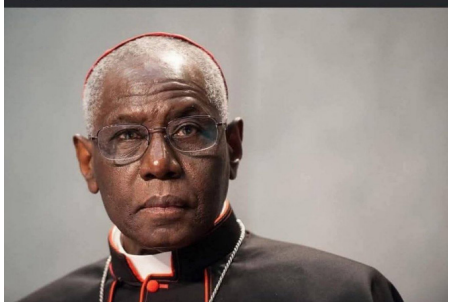
CartoGraphie des médias catholiques en ligne

Sur son blog, Mgr **Joseph Strickland** (24 mai 2025) rappelle qu'en ces temps de confusion, un pasteur doit rappeler avec clarté que la franc-maçonnerie est incompatible avec la foi catholique. L'Église la condamne depuis 1738, non par hostilité, mais pour protéger la vérité révélée et le salut des âmes. Elle dénonce son naturalisme, son relativisme religieux, et ses rituels secrets. L'adhésion à une loge constitue un péché grave et interdit l'accès à la communion. Même si certains perçoivent la franc-maçonnerie comme une fraternité charitable, ses principes fondamentaux demeurent contraires à l'Évangile. Ce n'est pas par dureté mais par amour que l'Église avertit : le Christ est l'unique chemin vers le salut. Ceux qui ont appartenu à la franc-maçonnerie sont appelés à se repentir, se confesser et revenir à la lumière. L'Église agit comme une mère qui protège ses enfants du poison. L'évêque exhorte à rejeter les ténèbres et à s'attacher au Christ «Avec Marie, marchons dans la vérité sans compromis».

Comment ceux qui ont connu et côtoyé le nouveau pape **Léon XIV** dans le diocèse de Chiclayo, au Pérou, se souviennent-ils de lui ? Une réponse se trouve dans l'un des dix derniers articles publiés sur le site **Benoît & moi** (23 mai 2025). Il s'agit d'un article d'**Edgar Beltrán**, paru dans **The Pillar** le 20 mai 2025, intitulé : *«Great charity and great clarity» – How Pope Leo is remembered in Chiclayo.* L'article explore les souvenirs que la communauté de Chiclayo garde de celui qui était alors connu localement sous le nom de «Monseñor Roberto», lorsqu'il fut évêque du diocèse de 2014 à 2023. À travers divers témoignages de prêtres et de laïcs, il dresse le portrait de Robert Prevost comme un pasteur humble, accessible, intellectuellement rigoureux et attentif aux réalités pastorales. Il apparaît comme un homme capable de conjuguer fidélité doctrinale et ouverture au dialogue dans un esprit de charité.

CATHOLICS FOR CATHOLICS (27 mai 2025) annonce que **Planned Parenthood North Central States** (PPNCS) fermera huit centres en Iowa et au Minnesota en raison de lois anti-avortement récentes, du gel des financements fédéraux et de possibles coupes budgétaires. Deux de ces centres réalisaient des avortements, dont celui d'Ames, situé près de l'université locale. Après ces fermetures, aucun avortement ne sera pratiqué en Iowa, tandis que cinq centres continueront au Minnesota. En plus des avortements, PPNCS fournit des hormones transgenres, de la contraception et une éducation sexuelle inclusive. A noter que les orientations politiques opposées des deux États — l'Iowa, à majorité conservatrice, et le Minnesota, plus progressiste — jouent un rôle déterminant dans ces décisions. —

« À la fin du chemin sur la terre, les hommes n'ont pas besoin d'une seringue froide qui vienne donner la mort. Ils ont besoin d'une main compatissante et aimante. Mourir dans la dignité, c'est mourir aimé. Tout le reste est mensonge ! »
Cardinal Robert Sarah



Guérie du traumatisme **d'un viol**

Denise Horta - Un des arguments souvent avancé par les partisans de l'avortement est celui d'un bébé issu d'un viol. A l'un des motifs, par exemple, qu'il est totalement impensable qu'une maman puisse garder son bébé sans y associer tous les jours de sa vie l'image du père violeur. Et que l'unique solution est donc de se débarrasser du « problème ».

C'est sans compter que souvent des femmes se retrouvant dans cette situation choisissent de garder leur bébé et en sont très heureuses.

C'est justement un témoignage émouvant qui a été rendu lors du ***Live Action Young Leaders Summit 2025*** (Sommet de jeunes dirigeants) placé sous l'égide de l'organisation pro-vie ***Live Action*** qui s'est tenu le 22 mars dernier à Irvine (Californie).

En effet, **Lianna Rebolledo**, une Mexicaine de 48 ans, a confié le fait qu'elle a été violée à l'âge de 12 ans à Los Angeles. Peu après, elle a sombré dans une dépression, tentant même de mettre un terme à sa vie. Le médecin qui la suivait à l'hôpital lui a alors appris qu'elle était enceinte, l'encourageant à avorter car «le produit» du viol lui «rappellerait» l'incident.

Lianna a compris que mettre un terme à la vie de son enfant ne guérirait ni sa douleur, ni son traumatisme. Tout au contraire, mettre au monde son bébé serait une lumière dans ses ténèbres.

Jeannette est donc venue au monde comme un cadeau pour sa maman. Lianna a sauvé la vie de sa fille en rejetant l'option de l'avortement.

Ne punissons pas les bébés, ce sont les violeurs qu'il faut punir. —

Témoignage livré lors du *Live Action Young Leaders Summit 2025* (Sommet de jeunes dirigeants), selon la Newsletter de **MammaInfo** No. 2/2025 (avril/mai).

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : **cliquez ici !**

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève

Comment nous aider ?
Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.
Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions

www.perspectivecatholique.ch